Niveau(x) d'enseignement : 9 Numéro ISN : 9042
Centre d'intérêt : 910

Institut canadien d'éducation des adultes. Comité de recherche sur les pratiques d'éducation populaire

Qu'est-ce que l'éducation populaire? : débats du Comité de recherche de l'ICEA sur les pratiques d'éducation populaire / [texte, recherche et coordination, Nicole Lacelle]. -- Montréal : ICEA, [1981?]
32 p. ; 21 cm.

Titre de la couv.

Vedette(s)-secondaire(s) : Lacelle, Nicole

Descripteur(s) : Education populaire * Animation sociale * Organisation communautaire * Classe sociale * Syndicalisme * Histoire * Education des adultes

Identificateur(s) de nom : Union catholique des cultivateurs * Jeunesse ouvrière chrétienne * Comité féminin * Mouvement laïque

Le Comité de recherche de l'ICEA veut, par cette recherche, saisir les contours des problèses qui suivent : définir l'éducation populaire, préciser le rôle des classes sociales concernées, spécifier le contexte idéologique, politique et économique, enfin indiquer son utilité. Cette réflexion critique se situe de 1930 à nos jours. On se penche surtout sur les quatre expériences suivantes et leur histoire : l'UCC, la JOC, le Comité féminin et le Mouvement laïque. Finalement, ces discussions aboutissent à des questions plus précises que les questions de départ. Du côté des groupes populaires comme du côté des syndicats, comment certains se maintiennent tandis que d'autres niveaux de lutte apparaissent et disparaissent? Y a-t-il lieu de faire des différences entre ce qu'on pourrait appeler des groupes de pression voués à disparaître, comme le Mouvement laïque, et d'autres types de mouvements sociaux qui ne meurent pas, comme les syndicats?

Type de document :

histoires

QU'EST-CE QUE L'ÉDUCATION POPULAIRE?

ISN: 9042

Texte, recherche et coordination: Nicole Lacelle

Travail technique: Marie Leahey

Graphisme: Lise Nantel

Comité de la recherche: Paul Bélanger, Claire Brassard, Hubert Coutu, Nicole Lacelle, Jean-Guy Lagué, Marie Leahey, Frédéric Lesemann.

Collection "Histoires"

- Qu'est ce que l'éducation populaire? Débats d'u Comité de recherche de l'ICEA sur les pratiques d'éducation populaire
- Le Bulletin des agriculteurs 1921-1929
- La JOC 1961-1965
- Le Comité féminin de la CSN 1953-1966 et le travail de nuit des femmes

A paraître:

- Le Mouvement laïque de langue française 1961-1966
- Bordua, les Automatistes et la culture populaire

ICEA, 506 est, rue Ste-Catherine, suite 800, Montréal H2L 2C7.
Tél.: 514-842-2766

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec, Montréal, deuxième trimestre 1981

PERSPECTIVE DE DÉPART

Au moment où le projet de recherche a été formulé en 1976, le mouvement de contre-réforme des années 1970 était à peine perçu. Les questions les plus importantes posées à ce moment-là concernaient soit les contradictions internes de l'éducation populaire comme les capacités d'implantation, ou les méthodes de travail, soit les possibilités de résister à ce que l'on appelait alors la récupération par l'État. Le financement de la recherche est enfin assuré et le projet s'amorce au moment où, en 1979, il existait une certaine urgence de poser aussi, peut-être surtout, d'autres questions à l'histoire étant donné la polarisation politique qui se développait à la base des syndicats et des groupes populaires et l'émergence d'une signification politique nouvelle des fronts de lutte (femmes, écologie, etc.) ignorés, autrefois, par la problématique héritée de l'animation sociale. Celle-ci d'ailleurs a été examinée sous toutes ces coutures. Même si le sujet n'est pas épuisé, il semblait important d'examiner, entre les années trente et les années soixante, non seulement les courants idéologiques qui ont donné naissance à l'animation sociale mais aussi ceux qui n'ont jamais réussi à prendre autant d'ampleur le mouvement laïque, par exemple. Éclaircir pourquoi les luttes des groupes populaires n'ont encore donné un niveau d'organisation semblable aux syndicats, par exemple, pourquoi les syndicats sont-ils dangereusement marginalisés actuellement, en quoi l'éducation populaire a-t-elle augmenté le niveau de pouvoir des classes populaires. Cesser de considérer l'éducation populaire, la pratique éducative comme un ensemble autonome et étanche dont on étudierait les contradictions internes, les problèmes internes de fonctionnement d'abord et avant tout; cesser de considérer l'éducation populaire comme ayant une fonction définie une fois pour toutes par rapport à une lutte de libération, c'est-à-dire cesser de postuler qu'il y aurait la même relation entre l'édu-

cation populaire et cette lutte qu'entre *l'école* et la *société*, l'éducation populaire étant ainsi considérée comme un système d'éducation parallèle.

Il ne s'agissait pas de faire une simple comparaison entre ce qui existe maintenant et ce qui existait avant en présupposant que ce qui existe maintenant est nécessairement un progrès par rapport au passé, mais de se demander dans quelle mesure le niveau de pouvoir des classes populaires s'est modifié, la position dans le rapport de forces améliorée ou empirée. Il apparaissait important d'envisager l'éducation populaire comme une forme d'accumulation de biens matériels, de connaissance et de pouvoir, comme démarche et conséquence de la riposte des classes populaires à la domination exercée contre elles.

Les critères minimaux de départ quant au choix des expériences à examiner concernaient d'abord et avant tout l'importance de développer éventuellement de nouvelles stratégies en éducation populaire. Par conséquent, on privilégiait les expériences ayant un caractère de masse par opposition aux cercles d'étude, par exemple. Du même coup, on privilégiait l'analyse de l'action d'un groupe au moment où la mobilisation qu'elle suscitait était la plus large. Le seul autre critère d'importance concernait la capacité de la lutte analysée d'être en rupture avec la pensée dominante de l'époque. Outre ces grandes lignes, il n'a pas été spécifié de choisir plutôt des groupes engagés dans des luttes directes, face à face (grèves, expropriations, etc.) que des organismes de support, c'est-à-dire ceux qui sont les plus identifiés à l'éducation populaire au sens strict (centres de formation, services de formation syndicale, etc.). Quant aux moment historiques précis à délimiter il s'agissait de choisir ou bien le moment où l'action du groupe concerné est la plus distinctive par rapport à ses objectifs spécifiques ou bien le moment où son action est la plus rapprochée de la problématique des organisations actuelles.

Avec cette toile de fond, le Comité de la recherche [1]

s'est mis au travail pour saisir les contours du problème principal: définir l'éducation populaire, comment y interviennent les classes sociales concernées, dans quel contexte idéologique, politique et économique s'imbrique-t-elle et à quoi a-t-elle servi. Inutile de dire qu'avec de telles questions, les quelques coups de sonde dans l'histoire que cette recherche n'ont pas donné de réponse claires et nettes mais des questions plus précises à soumettre à l'ensemble des personnes préoccupées des pratiques et de l'avenir de l'éducation populaire. Voici donc les discussions du Comité, ses intuitions, hésitations et certitudes, reproduites sur le vif enfin de mieux attiser les questions qui ont mis tant de temps à être dites. La première section recouvre les délibérations du Comité avant les résultats de recherche, et la deuxième, les commentaires à partir du matériel de recherche.

(1) Composé de Paul Bélanger, Claire Brossard, Hubert Coutu, Nicole Lacelle, Jean-Guy Lagué, Marie Lashey, Frédéric Lesemann.

AVANT L'ÉTUDE DES EXPÉRIENCES

L'ÉDUCATION POPULAIRE...

lutte ou pédagogie?

A: D'abord, est-ce que l'éducation populaire est surtout une lutte ou une pédagogie?

D: Qu'est-ce que ça veut dire *populaire*, qu'est-ce que c'est les *groupes populaires*... Je lance l'hypothèse: je ne sais pas si elle est évidente pour nous mais est-ce qu'on est d'accord pour dire que l'éducation populaire a une connotation absolument différente avant les années soixante et après? Pour ce qu'on a appelé éducation populaire il n'y avait pas de différence, pas de distance entre les initiatives syndicales alors qu'on voit un phénomène tout à fait nouveau à partir des années cinquante lié en gros à l'augmentation du chômage qui fait que ce qu'on va appeler groupes populaires à partir des années soixante c'est la question des défavorisés, des sous-prolétaires. C'est une toute autre problématique.

B: Ce avec quoi je ne suis pas d'accord c'est que tu dis qu'il n'y a pas de différences du tout entre luttes populaires et luttes syndicales.

D: Je n'ai pas parlé de luttes, j'ai parlé d'éducation. C'est le processus d'éducation d'un groupe qui mène des luttes. Si on appelle ça de l'éducation populaire, je pense que ça peut être vrai pour la grande majorité des situations. Ce sont des groupes para syndicaux et il n'y a pas de distance entre ça et l'univers syndical. Parce que les problèmes qu'on se pose actuellement de l'articulation syndicat-groupes populaires, j'ai l'impression que ça n'existait pas tellement avant parce qu'il n'y avait pas une gestion institutionnalisée de ce qu'on met sous le titre *groupes populaires*, la gestion des pauvres. C'est indissolublement lié.

A: Ce qui me frappe dans ce que vous dites, c'est que j'ai remarqué que dans les années vingt, par exemple, il n'y avait pas l'air d'avoir tout

une intervention de la petite-bourgeoisie face aux classes populaires pour les "éduquer", les "sensibiliser", "hausser leur niveau de conscience", etc.?

un appareillage pour diluer les rapports de classe comme maintenant, en ce sens que *éducation populaire* dans ce temps-là voulait dire éduquer le peuple, tout simplement. Ceux qui avaient l'instruction, la connaissance, c'était leur façon de le transmettre (pour certains, de façon progressiste) à ceux qui ne l'avaient pas. On dirait que les rapports étaient plus transparents. Depuis soixante, on dirait que c'est devenu si compliqué, on ne voulait plus que ça paraisse comme étant des individus d'une classe bien précise qui essaient de se mettre au service ou de transmettre un certain nombre de messages à une autre classe!

C: Est-ce que ça serait à partir de 1960? Je sais que j'ai vécu ça avec des groupes populaires ce processus-là où on a pris conscience que l'éducation populaire c'était quelque chose qui s'acquiert par des luttes. Tu fais l'expérience de la lutte, puis ton acquis, c'est ça l'éducation populaire.

B: Ce que j'ai lu me fait aussi croire que dans ce temps-là c'était très tranché et qu'il n'y avait pas la confusion actuelle sur l'éducation populaire.

E: Moi, il me semble qu'on est en train de soulever un problème qui va être très présent tout au long du travail qu'on entreprend: est-ce que l'éducation populaire c'est la communication de la culture bourgeoise par la petite-bourgeoisie aux classes populaires ou est-ce que c'est une espèce de culture prolétarienne, de production autonome? On retrouve tout ce débat-là sur le lien entre la petite-bourgeoisie et les classes populaires dans l'histoire de l'éducation populaire. On a voulu dissimuler complètement à partir des années soixante la coupure dont tu parles. Il y a deux tendances: une qui dit, "l'éducation populaire c'est la lutte", ce qui est la seule façon pour les classes populaires de s'en sortir, l'autre que c'est l'éducation, qui est la façon de la petite-bourgeoisie de s'en sortir.

terme permettant aux groupes populaires d'être financés par le ministère de l'Éducation?

F: Moi, j'essaierais de faire des étapes. J'ai commencé à la JOC en 1961-62. À ce moment-là, on parlait de tous les secteurs de vie des jeunes travailleurs mais on ne parlait jamais d'éducation populaire. On disait de la JOC que c'était l'université des ouvriers. Ensuite est arrivée la phase de l'animation sociale; ce serait à vérifier, mais encore là, je ne pense pas qu'on parlait d'éducation populaire. On parlait de groupes populaires, on parlait de luttes populaires mais pas d'éducation populaire. On s'organisait autour de situations ou de choses qu'on voulait changer. À un moment donné, il y avait des besoins qui se présentaient d'apport technique, par exemple, sur l'organisation du groupe; c'était toute la période de l'animation sociale, de l'intervention de l'Université. La faculté d'éducation permanente avec son certificat en animation, ça date de 1968-69. Ils sont venus nous dire à ce moment-là qu'on n'avait jamais fait d'animation avant, qu'il fallait des sessions de formation. On a commencé à parler de formation. J'avancerais que l'appellation d'éducation populaire, et, désigner les groupes qui s'organisent pour mener des luttes sur le terrain comme groupes d'éducation populaire, ça c'est la gestion de l'État qui nous est arrivé dans les années 1971-72-73 avec la lutte pour le financement des groupes populaires. Le mémoire des groupes populaires à l'ICEA s'appelait **Pour un financement des groupes populaires** et la DGEA, le gouvernement, ont appelé ça *organismes volontaires d'éducation populaire* ce qui fait qu'aujourd'hui, les gens sur le terrain confondent leur groupe d'abord organisé pour une lutte, pour répondre aux conditions de vie du logement, etc. et à l'intérieur du groupe ils disent qu'ils sont là pour faire de l'éducation populaire. C'est pas vrai. L'action est biaisée au point de départ. Je dirais qu'il y a des phases dans l'appellation d'éducation populaire, qu'il y a même un détournement d'un groupe de lutte sur ses conditions de vie, qui est un groupe populaire, issu d'un problème

commun ou d'un quartier. C'était des groupes pour l'action d'abord, qui mobilisaient les gens sur la situation qu'ils vivaient. C'est par la suite qu'on a appelé ça éducation populaire, ce qui est tout simplement un moyen à l'intérieur d'un groupe, comme un local, une dactylo, un permanent. L'appellation éducation populaire a pris la place même des objectifs vers 1972-73 et maintenant ça fait surface comme de la crème.

D: La définition de l'éducation populaire nous est peut-être imposée par l'enjeu du financement et donc par les catégories bureaucratiques. Concrètement, est-ce qu'on appellera des initiatives comme l'université ouvrière d'Albert Saint-Martin, de l'éducation populaire? L'Armée du salut, est-ce que ça c'est de l'éducation populaire? Quand les soeurs du Bon Conseil ouvre un settlement vers 1936, je crois dans le Faubourg à mélasse, est-ce que c'est de l'éducation populaire? Le BAEQ?, etc.

E: Pour moi l'éducation populaire c'est moins la pédagogie que les luttes, c'est la lutte qu'on mène pour que les définitions de situation qui vous tombent dessus, qui ne correspondent pas à ses intérêts, qu'on puisse les faire sauter pour d'autres définitions de situation, d'autres règles du jeu qui correspondent à ce qu'on veut.

ce que les gens des groupes populaires retiennent de leur action: attitudes ou comportements plus adéquats pour l'action ou la cohésion du groupe:

F: Moi, je ne suis pas sûr de ça. Je n'affirmerais pas de même que l'éducation populaire c'est les luttes parce que les groupes populaires sont apparus dans les réseaux de pauvreté (maintenant il y en a d'autres comme les groupes écologiques) mais si tu regardes les groupes populaires, quand tu vas chercher les gens pour le logement, un comptoir alimentaire, tu ne leur dis pas, "est-ce que t'as une conscience collective, est-ce que t'es pour l'éducation populaire", tu vas les chercher sur des besoins spécifiques. Ces gens-là décident d'organiser une action, c'est peut-être un service. T'as des gens qui ont organisé des services depuis des an-

méthodes de travail plus efficaces; capacité plus grande de nommer leurs intérêts et élaborer des stratégies?

nées, qui n'ont jamais mené de luttes sinon pour le financement. C'est des groupes populaires mais qui n'ont jamais fait de luttes. Ça veut dire qu'ils n'ont jamais fait d'éducation populaire? Quand t'as des problèmes qui arrivent dans le groupe, d'animation ou d'autres, t'es obligé d'aller chercher des connaissances pour répondre aux besoins propres du groupe pour lesquels il s'est réuni. Mais un groupe, ne se réunit pas pour faire de l'éducation populaire. Il peut y avoir des grands bouts avant qu'il se fasse de l'éducation populaire dans un groupe. Quand j'ai été recruté pour un comptoir alimentaire en '71 pour satisfaire des besoins en alimentation, j'ai été satisfait, les 80 membres du comptoir étaient relativement satisfaits. Quand d'autres sont arrivés pour nous dire qu'il n'y avait pas eu de politisation, *comptoir de lutte de classes*, ces affaires-là, on a critiqué l'organisme sur des bases qui n'étaient pas nos objectifs. Si à ce moment-là on dit que ces organismes ont comme fonction de faire de l'éducation populaire, moi je dis non, c'est biaisé au point de départ. C'est ça qui s'est fait en 1973-74, on évaluait si on avait fait de la bonne animation. Dans le moment on est en train de faire la même chose, de mettre l'éducation populaire au poste de commande comme si c'était la base de tout. Ce qu'il faut évaluer c'est la valeur du moyen par rapport aux objectifs, qu'est-ce que ç'a permis.

A: Si on dit que les services (ou la propagande, etc.) ne sont pas, par définition, des luttes, ça mélange toute l'affaire!...

démarche de réflexion critique?

F: Oui, mais est-ce qu'il faut dire "quand vous serez tous réunis en mon nom", vous faites de l'éducation populaire?... Parce que j'ai vu des gens qui n'ont pas mené de luttes comme telles qui ont fait de l'éducation populaire et j'ai vu des gens qui ont fait des luttes qui n'ont jamais fait d'éducation populaire.

formation ou éducation?

C: Nous autres, on considérait que des gens qui ont fait une démarche globale, on était plus prêt à appeler ça de l'éducation populaire surtout quand ça débouchait sur une lutte et une conclentisation et une politisation. La formation, c'était l'acquisition de connaissances qui nous aidait à atteindre notre objectif, par exemple, dans un comptoir, montrer à des gens à se servir d'une caisse, ça c'est de la formation. Ça pouvait entrer dans l'éducation populaire mais la grande démarche de faire le lien entre la pratique de l'alimentation et un cadre d'analyse, ça on appelait ça *éducation populaire*. Quand ça ne débouchait pas sur une lutte ou sur une plus grande politisation, là on se disait qu'on ne faisait pas de l'éducation populaire.

désaliénation?

G: Ça pose toute la question de quels étaient les objectifs des luttes. Si un groupe a un objectif spécifique, restreint, il évalue l'action par rapport à ça. On peut faire une lecture après, évidemment: notre travail à nous peut être de se demander si à l'intérieur des objectifs qui étaient poursuivis, il s'est fait de l'éducation populaire, si les gens se sont désaliénés. Même si leur objectif n'était pas une désaliénation, nous autres on peut essayer de se trouver quelques outils pour vérifier si dans ce processus-là il y a eu désaliénation de fait. Je me demande s'il ne faudrait pas dans la recherche être très respectueux — c'est déjà difficile de comprendre pourquoi les groupes avaient tels objectifs

et dans quelle mesure ces objectifs-là étaient progressistes pour l'époque — en vérifiant dans quelle mesure ça s'est inscrit dans un processus de désaliénation, même dans des creux de vague.

éducation populaire ou animation sociale?

lutte contre l'idéologie dominante?

E: Il me semble que la question qu'il va falloir mettre sur la table, c'est le fait que le terme éducation populaire recouvre deux réalités différentes: éducation populaire et animation sociale. L'animation sociale, c'est une technique administrative. L'éducation populaire, c'est soit la façon dont les groupes dominants essaient de faire penser le peuple comme ils veulent qu'il pense (l'animation sociale, socio-culturelle, le sport jouent ce rôle-là) soit — ce qui nous intéresse — la riposte à cette domination. Comment les différents groupes dominés sur différents front sont capables de riposter, que ça prenne une forme plus scolaire ou de luttes, peu importe. Il faut voir ce qui permet la riposte, voir quel est le lien entre le travail idéologique, culturel et la base d'organisation. La question qui nous préoccupe c'est de voir comment sur les différents fronts de lutte les groupes dominés ont réussi à riposter à la culture dominante, comment les agriculteurs, par exemple, ont réussi à se sortir de l'agriculturisme qui les bloquait dans leur développement. Dans le fond on va peut-être s'apercevoir que la vraie pédagogie de ces actions-là se moque de la pédagogie.

F: J'ai l'impression que la question posée sur l'éducation populaire est une question sur les pratiques des intervenants. Quand on parle de la dimension historique, on se demande dans quel sens les groupes populaires ont évolué, où on est rendu, où on s'en va? Quand on parle des groupes populaires, de leurs luttes et de l'éducation populaire qui s'est fait à l'intérieur de ça et qu'on veut évaluer l'efficacité d'un groupe, la question que je me pose c'est "quels sont les objectifs qu'on visait et est-ce qu'on les a atteint" et "comment l'éducation populai-

re, à l'intérieur des objectifs qu'on poursuivait, a été un élément de réussite ou d'échec". L'éducation populaire c'est le seul moyen qui fait qu'on va savoir si l'action sert aux besoins des gens. T'es pogné, ça va mal, tu fais des sessions de formation, pis tu vois si ç'a servi ou non. L'éducation populaire peut être une pédagogie excellente parce qu'elle est forcément collée aux besoins des gens; elle transforme les comportements et les attitudes des gens dans un délai assez court. Par contre, elle peut être le plus beau mécanisme d'intégration et d'adaptation sociale parce qu'on réagit toujours au bout du processus, comme une fois que la loi est passée. Le développement des mouvements sociaux a permis d'avoir un type d'approche dans un contexte donné mais maintenant où est-ce qu'on s'en va, qu'est-ce que l'éducation populaire a permis? Une nouvelle pratique professionnelle? Une société de changement? Une chose qui est sûre, c'est que moi je suis sur la question urbaine depuis '70 et ce que j'ai vu, c'est pas de la promotion sociale mais un déplacement de population et une promotion sélective de quelques-uns qui sont passés à d'autres postes de pratique professionnelle. De la libération, j'en ai pas vu. L'éducation poplaire a toujours été sur un terrain local, limité. En '75, on a dit qu'il fallait porter les revendications à un niveau politique, d'organisation plus structurée (le Colloque sur les pratiques urbaines), tout le monde était d'accord qu'il fallait une organisation provinciale mais on a reporté l'échéance en disant qu'il y avait un groupe politique qui s'en venait. En '78, on fait un colloque sur les Projets d'aménagement de quartiers, on arrive aux mêmes conclusions et de la même façon on est pas capable de déboucher sur une organisation provinciale structurée qui remette en question la gérance de la société. C'est toujours en fonction de son petit groupe, de ses besoins immédiats et de ses bébites. Y a un repli formidable des groupes sur eux-mêmes. Une organisation provinciale, elle,

pédagogie ou mécanisme d'intégration?

toujours locale?

devrait aller jusqu'à se demander comment tu fais pour recruter du monde. Y a une incapacité de voir que si tu t'attaques à des questions comme la taxe foncière, elles ne peuvent pas être traitées par un comité-logement local. De plus en plus, la planification est mondiale alors que dans les groupes, c'est de plus en plus local et fermé. Je ne sais pas si c'est de la défense mais c'est grave; une deuxième génération est en train de remplacer celle qui a fait le tour deux fois et qui est écoeurée.

lutte contre le pouvoir?

B: On a brassé bien des affaires mais je pense qu'on devrait en revenir à la définition de l'éducation populaire. À chaque fois qu'on essaie de la définir, on se bute. Mais je pense qu'on pourrait bien simplement définir l'éducation populaire qui nous intéresse, celle qui fait une rupture ou au moins qui vise une rupture avec le pouvoir politique, économique et idéologique dominant, l'éducation populaire engagée serait celle qui s'inscrit contre le pouvoir. Non?...

SES ANIMATEURS...

D: Il y a beaucoup de choses à dire sur tout ça qui me font un peu peur. Ça repose sur un certain nombre de postulats, à savoir

une petite-bourgeoisie en crise?

- des luttes populaires auraient une histoire propre,
- dans des moments de crise, non exclusivement mais surtout d'origine économique, on cherche à trouver un sens à l'histoire, qui serait évolutive, etc.

Et les réseaux qu'on connait, les gens qu'on connait, c'est-à-dire ceux qui nous font vivre, qui nous donne la légitimité nécessaire pour se réunir ici et produire quelque chose comme intellectuels sont dans un creux. Quand notre matière première de travail est dans un creux, on essaie de participer du processus de réactivation et de relégitimation de ce qu'on fait. On est partie prenante dans cette affaire et on essaie de se prouver à soi-même en tant qu'agent

public qu'on a une mission. Il faut voir aussi qu'on participe au mouvement nationaliste au Québec qui vise à se donner une identité propre. En plus dans le moment, on est une petite bourgeoisie en crise qui est en train d'être évincée du processus de production et qui essaie de se rematérialiser au niveau de la carte. Je ne sais pas si ce sont des quelque chose.

F : *J'ai bien entendu ce n'est vrai, mais c'est aussi accompagné d'une autre question: dans quelle mesure n'y-a-t-on servi de mécanisme d'intégration? Les solutions toutes faites sont plus là, on doute que "changer le système économique" puisse tout régler.*

G : *Il semblait dire que le problème numéro un n'était pas que les groupes étaient en crise mais que les animateurs étaient en crise. Est-ce que c'est les deux ou...*

D : *On peut au moins poser la question. Ce qui est vrai, c'est qu'on ne peut pas poser l'un sans l'autre.*

A : *Ça c'est évident, d'autant plus que comme la petite bourgeoisie a le pouvoir dans les groupes populaires, si elle est en crise, tout le monde est en crise.*

Éducation populaire versus éducation charitable?

D : On vit une situation où la petite bourgeoisie se cherche une clientèle, cherche ses pauvres. Mais il y a aussi une nouvelle situation, les groupes de femmes, certains groupes écologiques qui sont des groupes petits-bourgeois où il n'y a pas de différence de classe très frappante entre les membres et le leadership, contrairement à ce qui se passe dans les quartiers populaires. Là, la dynamique est très différente. C'est peut être ça une éducation populaire versus une éducation charitable. Le mouvement syndical, même s'il y a les permanents, etc., est aussi, je crois, plus authentiquement un mouvement de classe que l'animation sociale et sa suite. Si on pose la question *"Pourquoi le mouvement populaire n'a pas développé un*

public qu'on a une histoire. Il faut voir aussi qu'on participe du mouvement nationaliste au Québec qui vise à se retrouver une identité propre. En plus dans le moment, on est une petite-bourgeoisie en crise qui est en train d'être écartée du processus de production et qui essaie de se remettre sur la carte. Je ne sais pas si ça vous dit quelque chose.

F: J'ai déjà entendu ça, c'est vrai, mais c'est aussi accompagné d'une autre question: dans quelle mesure a-t-on servi de mécanisme d'intégration? Les solutions toutes faites sont plus là; on doute que *"changer le système économique"* puisse tout régler.

G: Il semblait dire que le problème numéro un n'était pas que les groupes étaient en crise mais que les animateurs étaient en crise. Est-ce que c'est les deux ou...

D: On peut au moins poser la question. Ce qui est sûr, c'est qu'on ne peut pas poser l'un sans l'autre.

A: Ça c'est évident, d'autant plus que comme la petite-bourgeoisie a le pouvoir dans les groupes populaires, si elle est en crise, tout le monde est en crise.

éducation populaire versus éducation charitable?

D: On vit une situation où la petite bourgeoisie se cherche une clientèle, cherche ses pauvres. Mais il y a aussi une nouvelle situation, les groupes de femmes, certains groupes écologiques qui sont des groupes petits-bourgeois où il n'y a pas de différence de classe très frappante entre les membres et le leadership, contrairement à ce qui se passe dans les quartiers populaires. Là, la dynamique est très différente. C'est peut-être ça une éducation populaire versus une éducation charitable. Le mouvement syndical, même s'il y a les permanents, etc., est aussi, je crois, plus authentiquement un mouvement de classe que l'animation sociale et sa suite. Si on pose la question *"Pourquoi le mouvement populaire n'a pas développé un*

niveau de pouvoir aussi important que les syndicats?", par exemple, la réponse est de l'ordre de ce que je dis là. C'est comme si on se demandait, à la limite, pourquoi l'organisation des oeuvres charitables par l'Église dans les quarante premières années du siècle n'a pas donné plus de croyants!

B: La question que tu posais sur les animateurs sociaux, les agents publics qui ont intérêt à ranimer leur clientèle, je comprends parfaitement ce point de vue là mais j'essaie de saisir le rapport. Ce qu'on a à produire, as-tu le sentiment qu'il faut faire attention de pas le produire pour les animateurs, afin qu'ils comprennent comment rallumer leur clientèle? C'est ça?

D: Oui.

B: Bon bien moi je dis que c'est d'accorder aux animateurs un rôle historique assez puissant! Si on fait l'hypothèse qu'à l'heure actuelle on est au creux d'une vague, je ne crois pas que quelques petites monographies et autres petits textes du même genre contribueraient à ranimer les masses populaires endormies!

D: Non, ce n'est pas dans ce sens-là, mais contribueraient à renforcer le groupe social "*animateurs*".

B: Oui, mais s'ils n'ont pas de "*clientèle*"?...

D: Eh bien ça ne te gêne pas, voilà. On est dans une société où tu peux très bien fonctionner sans clientèle. Par exemple, on prépare un numéro de revue sur l'éducation populaire et c'est ahurissant de voir à quel point dans quinze expériences d'éducation populaire incluant la formation syndicale et même des expériences françaises, comment le problème est partout le même: on n'arrive pas à savoir ce qu'ils font! Quand est-ce qu'ils se rencontrent, quel est le contenu discuté? T'as des discours fantastiques, des théorisations, puis tu te retrouves, par exemple, avec quarante pages de texte sur les grands enjeux de l'alphabétisation puis

on dit qu'il n'y avait que six personnes au cours. Autre exemple, en 1972, on a fait une petite recherche, très modeste, où on allait chercher huit, dix expériences, faire parler les animateurs, synthétiser un peu, etc. et on s'est rendu compte qu'en fait on avait permis de légitimer une partie de l'animation sociale au Québec à ce moment-là où la crise de l'animation commençait! Mais légitimer, ça veut dire quoi? Ça veut dire permettre aux animateurs de se convaincre eux-mêmes que l'animation sociale, ça existe, c'est pas juste un produit idéologique qui repose sur peu d'expériences. Peut-être au Québec, en dehors des grands projets gouvernementaux c'était quinze, vingt groupes qui avaient chacun quinze personnes et ça légitimait des programmes de formation, la création de CLSC, l'emploi d'organisateurs communautaires, etc., etc.

vendeurs sans clientèle?

B: Mais ce que ça légitimait comme genre de monde c'est beaucoup des travailleurs sociaux, la nouvelle génération des années soixante qui doit se recycler, mais si on examine d'autres expériences précédant les années soixante, tu ne retrouves pas du tout la même sorte d'"*animateurs*". On ne retrouve pas la même faune, et leur rôle par rapport à l'État, avant '60, n'était pas du tout le même...

D: Il faut au moins avoir cette question à l'esprit et c'est encore drôle ce qu'on pourrait trouver sur ce qui s'est fait avant les années soixante, par exemple, sur tout le mouvement catholique en tant que pépinière d'animateurs, de transmetteurs de message.

chômeurs en puissance?

A: Sur la question de la légitimation du travail des animateurs, je retiens une lumière rouge, une attention particulière à ne pas tomber dans ce piège-là. Mais c'est un peu statique. Parce qu'il y a un problème d'objectifs d'action par rapport à des revendications de type syndical. Cette réactivation que recherchent les animateurs, c'est leur seul moyen de maintenir leur job par-

ce que la plupart ne sont pas syndiqués. Ç'a détourné les objectifs mais c'est comme ça. Et comme toutes les revendications *"syndicales"*, ça peut être progressiste ou non. Ça peut défendre uniquement les intérêts des animateurs ou ça peut défendre leurs intérêts sans réduire les objectifs du groupe ou de l'action à l'unique question des jobs. L'important c'est de pouvoir distinguer entre les deux, afin de ne pas se retrouver avec une légitimation qui cache des problèmes *"syndicaux"*.

...SES DÉPLACEMENTS

organiser les communautés locales et laisser faire les multinationales?

D: À mon avis, ce qu'on a appelé les groupes populaires sont en transition. Ils sont nés, et ce ne sont probablement plus les mêmes — s'ils restent sur les mêmes secteurs — ils sont nés essentiellement d'une initiative (au Québec c'est très frappant) de classe dirigeante déclinante, en l'occurrence les religieux, qui se cherchaient encore un territoire de gestion. Ils vont aboutir chez les populations les moins inscrites dans des stratégies de production, en gros, la gestion des exclus de la production. Actuellement, la dynamique change dans le sens où dans presque tous les pays occidentaux, on constate que les grands mécanismes de gestion multinationaux sont en place, les luttes qui se jouent autour de ces enjeux sont de plus en plus rares. On est en train de voir se mettre en place une *société* qu'on peut appeler *"désarticulée"*, ou ce que les nouveaux futés appellent une société *"duale"*. On admet que ça commence à se produire, à l'intérieur des pays *"développés"*, il y a des représentants de cette tendance dans le PQ avec des politiques économiques fondées sur une reconnaissance de l'existence, de la non-contestation de l'ordre économique multinational, de l'acceptation de gérer le local ou le régional. Et c'est pour ça que tous les thèmes communautaires refont surface partout. Tout ce qu'on demande maintenant et à fond, aux communautés locales, c'est de gérer la vie quo-

tidienne, on leur dit *"organisez-vous, formez-vous, régulez-vous et faites vos interventions dans le champ de la consommation"*. Il reste à gérer la société restreinte, locale, par rapport à la société multinationale; c'est un schéma qui se met en place absolument partout. Ainsi l'éducation populaire, ce qu'ils appellent en France le socio-culturel devient essentiel dans l'aménagement des nouveaux rapports à deux étages; alors qu'avant on contestait cette superposition, maintenant on l'admet. C'est pour ça qu'on voit le gouvernement qui va de l'avant -- Code du logement, etc., -- c'est une autre logique de planification.

G: Si je comprends bien, les conclusions qu'on pourrait tirer de ce que tu viens de dire, c'est que la prétention, notre définition de l'éducation populaire est dépassée? Ce qu'il considérait comme une faiblesse lui (F), tantôt, c'est-à-dire que les groupes sont incapables de rentrer dans une grande échelle, par exemple, de se fédérer au plan provincial, toi tu dis dans cette société, tout ce qui reste à gérer, c'est le local. Alors de toutes façons, tous les groupes qui ont des prétentions de contestation un peu globale au fond seraient dépassés, parce qu'ils font encore référence à une société où tu pouvais contester les rapports à l'ordre dominant, ils n'y sont plus. Les multinationales sont installées, tu touches pas à ça, tout le monde est d'accord avec ça, c'a l'air, je sais pas quoi, mais...

D: Non, non, c'est bien cette vision-là mais je ne la vois pas du tout aussi décidée que tu le dis. Les enjeux et ce que je vais appeler l'éducation populaire c'est ce qui, à son niveau, va mettre en cause cette espèce d'évidence logique qu'on essaie de nous imposer...

B: ...mais le local, je pense, dont tu parles, c'est le local national, c'est-à-dire que les gouvernements abdiquent à gérer le grand capital. OK, eux autres sont pas là-dedans, il y en a d'autres

pour s'occuper de ça. Le gouvernement du Québec va s'occuper de la province, va gérer tous les petits guidis autour, les centres d'achat, l'hôpital va être dans la place...

G: ...c'est comme le gouvernement qui s'occupe du socio-culturel et du communautaire qui appartenait avant aux petits groupes. Le petit groupe, lui, il se réduit encore plus!

F: Ils feront la courroie de transmission entre les couches populaires et le haut...

E: ...mais les jeux ne sont pas aussi fermés que ça...

G: ...les dés sont pipés mais sont pas tombés?

APRÈS

L'ÉDUCATION POPULAIRE

l'éducation populaire ne peut pas être en rupture avec l'idéologie dominante?

F: Si on pose la question de départ *"dans quelle mesure l'éducation populaire a été en rupture avec l'idéologie dominante"*, on se rend compte que l'éducation populaire ne peut pas être en rupture. Parce que si tu veux faire de l'éducation populaire, faut que tu participes de l'idéologie dominante; si t'es trop loin, t'as même pas de répondants, de *"clientèle"*. En 1976, aux Habitations communautaires, on a fait une tentative de sensibiliser le monde sur la question de l'ensoleillement. C'est important, le soleil pour la lumière, la chaleur, la santé. Mais on n'a pas été capables ni de convaincre d'autres militants, ni de convaincre les citoyens. C'est la même chose. Je regarde les déclarations actuellement d'un certain nombre de technocrates gouvernementaux et des architectes de l'Université de Montréal, tout le monde parle d'ensoleillement parce que le gouvernement a jugé prioritaire l'économie d'énergie. Là on commence seulement à en entendre parler dans les groupes populaires. Des fois je me dis que les luttes qu'on a menées ont été des

luttes d'intégration sociale que le gouvernement a voulu qu'on fasse dans le secteur de l'habitation. Là parce que le gouvernement est en train de les remplacer, les groupes-logement sont en train de mourir, on est en train de couper, il n'y a plus de radicalisation en termes de rapport de forces, la place a été prise, comme ça été fait dans le domaine de la santé, de l'aide juridique... C'est pour ça que la question posée face à l'éducation populaire est intéressante.

la petite-bourgeoisie...

E: Le texte sur le Mouvement laïque pose la question de la jonction avec les classes populaires, des questions intéressantes quant à la place de la petite bourgeoisie. Parce qu'entre toi, moi et la porte de la grange, si on grattait plusieurs expériences dites d'éducation populaire, on ferait le même constat. L'important est de se demander si la lutte du Mouvement laïque a été pertinente pour le combat des classes populaires. Moi je dis oui même si c'est la lutte d'une petite-bourgeoisie.

D: Oui mais ce n'était pas du tout une bataille pour les milieux populaires tout de même.

E: Ce l'était parce que c'était une bataille contre le pouvoir clérical dont ceux qui souffrait le plus, matériellement, étaient les milieux populaires; c'était auprès d'eux que ce pouvoir était le plus fort.

D: Finalement je ne comprends pas pourquoi tu poses ce genre de questions en assimilant éducation populaire et lutte contre l'idéologie dominante. Pour moi c'est, à priori, deux choses tout à fait différentes; parfois elles se superposent. L'éducation populaire en lutte pour la promotion collective a une dynamique propre, une histoire, ses définitions, essentiellement données par une histoire institutionnelle. La question *"quelles sont les luttes contre l'idéologie dominante?"* est une toute autre question, qu'il s'agisse de luttes de femmes, des écologistes, des étudiants, etc... Parfois, dans

...vole au secours

l'histoire de l'éducation populaire, il y a des luttes contre l'idéologie dominante et parfois non. J'ai l'impression que cette question est la tienne dans le cadre d'un questionnement en profondeur qu'on vit partout, que nous on a vécu de façon flagrante en faisant deux numéros sur l'éducation populaire et où on avait envie de dire *"mais c'est quoi, s'il vous plaît, l'éducation populaire??? Ça repose sur quoi?"*. On ne sait plus par où la tenir, on ne sait plus comment la définir. Alors certains disent "la question de l'éducation populaire, il faut absolument la faire sortir de cette problématique", les luttes sont déplacées et il faut se déplacer à notre tour. Et on essaie de se trouver des instruments pour permettre ce déplacement. Sortir des structures institutionnelles dont on sent qu'elles sont en train de devenir caduques pour avoir les légitimations théoriques qui permettent de voir ça plus largement. C'est parfaitement légitime de le faire mais il faut que ça soit clair.

A: Oui et y a aussi une inquiétude devant l'inertie. Il y a beaucoup de groupes et de regroupements, mais qui se bat? Le fait de dire "l'éducation populaire, c'est la lutte" c'est peut-être instrumental et conjoncturel; c'est une raison de plus pour ne pas couler une formule dans le ciment et poser toutes les questions.

...des classes populaires?

F: Je trouve intéressante cette démarche là d'analyse parce qu'elle pose la question de la disparition et apparition d'un certain nombre de groupes. Pourquoi la JOC a-t-elle agit de telle façon en 1940, sur quoi elle s'est battue? Sur quoi elle s'est battue en 1950, sur quoi elle va se battre en 1981? Je me demande si malgré ce qu'on a dit, ce qu'on a charrié d'illusions sur l'éducation populaire qui s'inscrit en rupture avec l'idéologie dominante, si on n'a pas travaillé à l'intérieur de ces réseaux-là. L'éducation populaire n'a-t-elle pas été essentiellement un processus d'intégration sociale d'une certaine marginalité, des derniers au bout là-bas qui

ne seront pas intégrés socialement ni par l'État ni par l'École ni par d'autres réseaux déjà existants mais qu'à un niveau non structuré il fallait qu'il y ait une intervention qui se fasse. Cette intervention s'est appelée éducation populaire, on l'a voulu progressiste. Beaucoup se sont embarqués c'est-à-dire les missionnaires que sont les animateurs sociaux, qu'ils soient très radicalisés au niveau politique ou encore dans le mouvement religieux mais qui demeurent quand même avec la même conception: voler au secours de... Quand on pose la question des pratiques d'éducation populaire, on pose la question d'une crise de la gestion des non-intégrés.

LES RAPPORTS DE CLASSE

l'éducation populaire passe-t-elle par les médias?

A: Les textes interrogent les rapports entre la base sociale d'un mouvement, de son membership actif, de son leadership. Quand un certain regroupement se bat contre un élément majeur du pouvoir, comment jouent les différences entre un regroupement qui a un membership populaire et un mouvement qui fait appel à un milieu populaire via les médias? Ça pose la question de l'importance d'identifier les cadres et les gens de classes populaires, parce qu'on s'était fait dire qu'il y en avait un certain nombre dans le Mouvement laïque or, c'était des syndicalistes, des permanents. Ça change beaucoup de choses. Mais l'importance de l'action du Mouvement laïque me semble être dans le fait que c'est un exemple d'action qui remet en question un élément vital du pouvoir à un moment, peut-être, prématuré pour la majorité de la population. La question est: "qu'est-ce qui est possible de faire dans un cas semblable?" Et il semble que la seule réponse soit de passer par les médias. Certains auraient souhaité une implantation dans des milieux populaires mais pour se rendre compte que ce n'était pas possible. Il ne s'agissait pas d'une vague de fond qui

pouvait toucher rapidement la majorité de la population. C'était une minorité qui se rendait compte qu'en dehors des milieux dirigeants, c'était dans les classes populaires que les gens étaient les moins d'accord avec le laïcisme ou s'ils l'étaient, étaient les moins bien placés pour le dire. C'est la question. Qu'est-ce qu'on fait quand on attaque l'idéologie dominante et qu'on est à ce point minoritaire?

G: Quand t'attaques l'idéologie dominante, t'es toujours minoritaire...

D: Ce qui me gêne dans l'explication, c'est l'ambiguïté des rapports de classe. Ça me semble clair qu'il s'agit d'un mouvement de contre-élite modernisant, des intellectuels, un peu l'équivalent du groupe des Cent actuellement. Ce ne sont évidemment pas des mouvements populaires. Il y a certainement des gens qui veulent rejoindre les couches populaires mais sur le thème du laïcisme comme sur celui du nationalisme, par exemple, on a toute la panoplie politique. Dans le cas du Mouvement laïque c'est un mouvement d'élite qui ne pensait pas que leur influence passait par une alliance avec des milieux populaires. Ce n'est pas parce qu'ils n'arrivaient pas à faire passer leur message mais parce qu'ils ne voyaient pas cette alliance comme étant si importante.

est-ce qu'un centre d'éducation populaire est différent d'un Mouvement laïque?

E: Mais ça pose justement le problème de la petite-bourgeoisie dans ses rapports avec les classes populaires. Dans l'introduction, il est mentionné l'importance de l'adversaire pour évaluer le sens d'une action. Je trouve que tout le problème de la confusion dans l'éducation populaire actuelle tourne autour du rôle de la petite-bourgeoisie dans les luttes. D'un certain point de vue, est-ce qu'un centre d'éducation populaire est si différent d'un Mouvement laïque? On pourrait citer plusieurs exemples. Il y a presque partout des problèmes de petits-bourgeois qui mènent des batailles en s'alliant les classes populaires tout en prétendant que c'est l'inverse.

D: Je ne suis pas d'accord avec ça.

E: Je vais aller jusqu'au bout de mon idée. C'est dit très clairement là-dedans. Une partie de la petite bourgeoisie dit que la bataille de déconfessionnalisation, il fallait la mener, on l'a menée. D'une certaine façon je trouve ça plus clair, plus direct que ceux qui le nient. En grossissant, la petite-bourgeoisie peut servir le pouvoir ou les classes populaires. Ces gens-là n'avaient pas besoin de se donner un manteau populaire pour mener une lutte. La confusion peut tout mêler.

D: Mais c'est très différent d'avoir un mouvement ou un groupe qui développe des analyses, des processus de formation dans un objectif de rejoindre les classes populaires. C'est très différent du Mouvement laïque qui se bat contre le pouvoir de l'Église, en gros, dans le sens des intérêts de la classe ouvrière, mais peu importe la base sociale.

E: Moi ça me semble la même chose. D'abord c'est une autre époque. À ce moment-là, ce n'est pas si loin, l'idéologie cléricale avait un poids énorme. S'il y a des déblocages en vue d'un certain socialisme maintenant, ils n'auraient pas été possible sans les déblocages de ce moment-là. La région religieuse, cléricale de l'idéologie dominante était énormément plus importante que maintenant mais c'était dans la même foulée. En tout cas, ce qui est sûr, c'est que si tu ne te reconnais pas dans ta position de classe, ça peut être faux d'un bout à l'autre. Tu te donnes un cover-up populaire pour te créer des jobs permanentes. On a rien contre les jobs mais il faut savoir ce qu'on fait. Il y a une place pour la petite-bourgeoisie dans sa solidarité avec les milieux populaires, il y a des batailles autonomes de la petite-bourgeoisie qui peuvent avoir du sens pour les classes populaires. Et ça fait partie de l'ensemble de la lutte contre le pouvoir. Ce n'est pas en se niant comme groupe social coincé que la petite-bourgeoisie

fait avancer les choses mais en se liant avec les classes populaires...

L'IDÉOLOGIE RELIGIEUSE ET LA QUESTION NATIONALE

D: Le Mouvement laïque a demandé l'école non-confessionnelle. Si les écoles sont encore confessionnelles, est-ce un problème religieux ou la question nationale qui intervient? En demandant des écoles laïques, on ouvre une brèche dans la résistance traditionnelle des francophones qui est totalement associée au maintien des institutions catholiques. Obtenir des écoles laïques comme le voudrait la petite-bourgeoisie peut être un recul, concéder du terrain aux Anglais, parce que foi et langue sont indissociables. C'est pour ça que ce mouvement-là est forcément politiquement très ambigu.

A: C'est vrai mais c'est aussi vrai que tous les immigrants qui ne voulaient pas envoyer leurs enfants à l'école catholique devaient s'adresser aux écoles anglaises.

D: C'est sûr mais c'est parce que la gestion de la question nationale a été faite par une élite décadente dont le pôle principal était d'abord religieux plutôt que nationaliste, qui pensait que c'était plus important d'avoir des catholiques que des francophones.

la question nationale

E: D'ailleurs l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique ne protégeait pas la langue mais la foi. Personne l'avait vue, on pensait que c'était la langue qui était protégée mais c'est la foi, le droit à l'enseignement dans l'appartenance religieuse de son choix.

est catholique?

G: C'était à l'époque où les religions étaient nationales.

E: Oui. Et dans les années '50, on disait que le combat pour la langue était étroit, de droite, alors que celui pour la religion était large et

universaliste. On se battait contre Groulx qui était réactionnaire...

G: C'est la bataille entre l'Action catholique et l'Action nationale...

D: Alors, pour comprendre le Mouvement laïque, est-ce qu'on peut en parler sans parler du double croisement langue-religion? Je dirais sur la question de l'idéologie religieuse que globalement, c'est bien sûr, le contexte, la toile de fond, c'est ce qui détermine tout et qui contrôle tout. Par contre, cect étant dit, il faut faire attention à une chose. Cette idéologie religieuse n'est pas du tout monolithique. Ce que je veux dire par là c'est que, quand le Mouvement laïque se bat contre l'idéologie religieuse il se bat contre l'aspect le plus dominant, le plus technocratique de cette idéologie, c'est-à-dire contre le pouvoir des évêques en particulier, contre l'alliance du pouvoir politique et du pouvoir ecclésiastique pour contrôler une société. Quand on regarde la JOC c'est une toute autre fraction de l'appareil ecclésiastique. C'est une fraction beaucoup plus populaire qui assure l'encadrement. Ce que je veux dire par là c'est que ce sont de simples prêtres qui s'occupent de la JOC. Ce n'est pas la hiérarchie supérieure qui fait la JOC concrète. Donc il faut bien voir qu'il y a une très grande distance et que ça va avoir des effets sur la mobilisation. Je ne pense pas qu'au moment où on aborde la stratégie il faille aborder l'appareil religieux comme un appareil monolithique. Il faut être capable d'expliquer des tensions qui étaient très fortes entre le travail de base des militants de la JOC y compris des militants prêtres versus leurs supérieurs. On avait vu comment, dans la monographie, beaucoup de cadres luttaient contre la bureaucratie religieuse. Donc il faut expliquer pourquoi cette même idéologie va être, soit définie et combattue dans un aspect de pure domination comme le Mouvement laïque se bat contre le pouvoir de l'Église qui veut maintenir les structures confessionnelles,

etc., soit va être beaucoup plus ambigué et va être un élément de promotion relative des groupes populaires ou des classes populaires comme à travers des actions de la JOC.

A: Je vois ce que tu veux dire mais je ne vois pas où on irait avec.

D: Où on va avec? Pour moi c'est que, en gros, on peut dire "l'idéologie cléricale peut être définie comme l'adversaire du moment". Justement elle n'est pas juste l'adversaire du moment: elle est aussi le complice, aussi un instrument de son développement. Il y a une grosse ambiguïté. Exactement ce que tu vas retrouver en ce moment: t'as le même problème avec l'État, tu combats l'État en autant qu'il est complice du pouvoir techno-capitaliste et en même temps c'est l'État qui finance tous les groupes populaires et qui permet leur développement, qui permet l'existence de l'ICEA, etc. On a ces mêmes clivages. Ça m'apparaît important de bien le poser: l'ennemi n'est jamais univoque, jamais monolithique.

B: Dans les exemples, à quoi tu peux penser dans les monographies?

D: Je pense à la JOC, à certains aspects du Bulletin des agriculteurs, une forme d'encadrement religieux à la CSN, c'est aussi présent, avec une forme d'ambiguité qu'on retrouve partout.

C: Dès qu'on parle d'un groupe quelconque on se dit: "est-ce qu'on est en train de préparer le terrain pour un take-over du gouvernement, est-ce que c'est juste une modernisation ou si vraiment ça avance?" Qu'est-ce qui permet de dire que c'est l'un ou l'autre?

D: Pour moi c'est une fausse question. C'est toujours les deux, toujours. Le mouvement des femmes est un cas clair, on le voit activement: le gouvernement est en train d'intervenir, de structurer une politique de gestion de quelque chose autour des femmes, on ne sait pas quoi — femmes et violence, femmes et avortement.

— bon, toutes ces questions-là. Les maisons de femmes battues actuellement, c'est très clair qu'il y a toute une partie des maisons qui est en train de permettre au gouvernement de structurer une politique d'encadrement comme pour les handicapés, etc. Il y a des groupes de femmes qui s'autonomisent à travers ça. T'es en plein ambiguité mais c'est la réalité. Il y a des agents gouvernementaux comme, avant, les prêtres de la JOC qui préparent explicitement le terrain pour une intervention de l'État et de son implantation et d'autres qui sont des agents beaucoup plus ambigus. Comment faire autrement?

"la race et la religion"

B: Le mouvement syndical et toute l'histoire de la CSN a été concoctée par le clergé. Les conseils centraux qui existent maintenant correspondent encore aux diocèses. La doctrine sociale de l'Église c'est vrai qu'elle était séduisante, c'est vrai que c'était une pensée sociale, idéaliste, mais c'était une pensée sociale. L'Église a fait beaucoup de chemin avec ça. Elle a été l'initiatrice de bien des groupes. Si on pense à l'Église face à la CSN, elle a récupéré des travailleurs qui étaient déjà rupture avec le patron, qui s'en allaient dans les syndicats américains. La caractéristique des syndicats américains c'était d'être anglophones et neutres. L'Église, pour garder son monde, n'avait qu'une seule solution, avoir des syndicats catholiques francophones.

est toujours plus importante que "la cause"?

A: C'est un aspect important à cause de la question des alliances. Par exemple dans le Bulletin des agriculteurs, avec qui les cultivateurs avaient-ils le choix de s'allier? Pourtant là, c'était une période effervescente, y avait les Fermiers-Unis au Canada anglais avec des sections au Québec. Avec qui allaient-ils s'allier? La petite-bourgeoisie traditionnaliste, ou l'Église, parce qu'on parlait français, parce que ça ne menaçait pas l'identité nationale; au point de vue de la revendication ou de la lutte politique, les anglophones ont toujours les cou-

dées un peu plus large. À cause de leur position en Amérique du Nord, ils ont toujours tenté d'exercer leur pouvoir, leur hégémonie sur leurs branches canadiennes-françaises. Alors avec qui peut-on s'allier? Si tu ne peux pas t'allier avec tes semblables à cause de leur langue et de leur religion, tu vas t'allier davantage avec ceux de ta race même si tu n'as pas les mêmes intérêts.

F: Les Fermiers-Unis ont accusé l'UCC dans les premières années de trahison de la classe agricole parce qu'ils ont préféré s'allier avec les évêques plutôt qu'avec les cultivateurs anglophones...

G: L'échec électoral avait ébranlé les gars. Ils n'avaient plus d'espoir dans le parti des Fermiers-Unis. L'hypothèse politique avait été ébranlée. Ce que les évêques reprochaient au président c'était d'être en conflit avec le ministre de l'agriculture. Ils disaient: "la politique ça vous réussit pas, vous avez perdu avec les Fermiers-Unis: vous allez faire une association professionnelle apolitique, en bon terme avec le gouvernement". Pour les cultivateurs c'était plausible, c'était acceptable. Ils avaient eu des échecs: 20 ans avant, ils avaient essayé de partir une association. Le ministère avait dit: "on va vous financer". Ils l'avaient accepté à fond de train: tout de suite après c'était la mort. Je pense que leurs rapports directs avec l'État, leur expérience politique avec un parti, plaçait l'Église en position extraordinaire pour leur dire "maintenant vous allez former une association professionnelle, apolitique, qui se comporte selon la doctrine sociale de l'Église; enlevez le président qui est trop politique et nous autres on vous ouvre toutes nos portes, nos équipements, nos infrastructures de paroisse..." Crime!

A: "Essayez n'importe quoi il en sortira toujours quelque chose" c'est donc pas vrai. Un échec c'est important. Ça a des conséquences. Il me

semble que la tentative électorale balayée d'un bout à l'autre a changé la conjoncture et la possibilité des cultivateurs de choisir.

sans intellectuels

D: Est-ce qu'au fond l'Église n'a pas toujours favorisé les formes de regroupements sur une base associative, finalement une base corporatiste pour bloquer le jeu politique c'est-à-dire empêcher l'expression directe des intérêts politiques, un parti agricole? Il faut que se soit médiatisé par la petite-bourgeoisie rurale, par exemple l'Union nationale. On rencontre là des débats qui sont très actuels. N'est-ce pas la stratégie fondamentale pour bloquer, pour empêcher l'expression directe, au niveau politique, des intérêts de classe? C'est ce que l'État fait actuellement. C'est ça qu'on appelle la troisième voie, le modèle social-démocratique, le modèle démocrate-chrétien dans d'autres pays.

point de salut?

F: Pour moi, le Mouvement laïque, suite à la discussion qu'on a eu ressemble beaucoup à la démarche de l'UPA où il y avait un courant de modernisation qui était en train de se faire; l'Église était réfractaire entre autres au niveau de l'éducation. C'est pas pour rien qu'elle est intervenue. Si le Mouvement laïque n'est pas allé loin c'est, entre autres, parce que c'était un mouvement de la petite-bourgeoisie qui semble avoir perçu dans le mouvement nationaliste un meilleur véhicule de ses intérêts, et il a laissé tomber la bataille scolaire.

A: Et il est obligé de ressurgir maintenant parce que t'as beau te trouver une meilleure place pour aller, qui a plus d'envergure, le problème n'est pas réglé pour autant.

ÉPILOGUE

A: Revenons à une de nos questions de départ. C'est intéressant de voir du côté des groupes populaires, du côté des syndicats, comment certains se maintiennent tandis que d'autres ni-

veaux de luttes apparaissent et disparaissent. Prenons les quatre expériences sur lesquelles on s'est le plus penchés. Le Bulletin des agriculteurs, par exemple, du moment que l'UCC est fondée, très rapidement devient une simple revue commerciale: il continue mais son contenu est différent. La JOC a toujours duré mais son discours a énormément changé au fur et à mesure des années. Le Comité féminin se saborde en '66 mais la question réapparaît en '75. Le Mouvement laïque se met en sommeil en '69, et la question des écoles laïques réapparaît en '80. Quatre réalités, autant de questions différentes.

G: Tout à l'heure quand tu parlais du type de démocratie, de fonctionnement, je me demande si ç'a un lien avec le fait qu'ils durent ou disparaissent. Le fait de la continuité oblige à se donner des structures comme on en retrouve dans le mouvement syndical. Quand tu sais que t'es parti pour longtemps, tu t'organises une forme de démocratie, des structures qui garantissent ton existence.

A: Ça touche sûrement en tous cas ce que les Anglais appellent le *"single issue movement"*. Quand un regroupement est là avec un but bien spécifique — le droit de vote pour les femmes, la syndicalisation des femmes — c'est presque toujours des regroupements qui ne sont pas des vagues de fond dans une société mais des entités qui trouvent une affaire importante et recrutent pour l'obtenir. Ou bien ils l'obtiennent, disparaissent ou bien ne l'obtiennent pas, se découragent, disparaissent. Dans les deux cas et la victoire et l'échec les font disparaître. Alors qu'il y a d'autres regroupements à multiples revendications et buts, vagues de fond, qui eux continuent parce que c'est jamais fini.

D: Pour moi, il faut faire des différences entre ce qu'on pourrait appeler groupes de pression, groupes de défenses d'intérêts. Les groupes de pression, ça va toujours référer à des causes

partielles, limitées. Le Mouvement laïque était associé essentiellement à une cause, les écoles. Il aurait pu être un véritable mouvement politique, il aurait pu être un parti politique laïque... Quand tu dis "comment ça se fait que le mouvement syndical dure?", le mouvement syndical se réfère d'abord à un mouvement social, à ce que tu appelles une vague de fond, c'est pas du tout un groupe d'intérêt, un groupe de pression. Il défend une classe spécifique. Il génère des fonds, a une structure, a un réseau international, quand il gère des fonds de pension, quand il gère des stratégies, ça se pose, ça se joue au niveau institutionnel, au niveau politique, il fait des pressions systématiques, se concerte avec l'État. C'est donc tout à fait normal que tu retrouves là une force d'organisation très considérable avec une véritable bureaucratie. On ne peut pas du tout comparer le mouvement syndical avec le mouvement laïque.

G: Je suis d'accord avec toi mais je me souviens quand on a discuté il y a un bon moment de la continuité, c'était du point de vue de la problématique de l'éducation populaire. On disait: "Il y a de l'éducation populaire qui se fait dans les groupes, et l'éducation populaire a des prétentions plus larges que les objectifs du groupe". On parlait beaucoup du rôle des animateurs sociaux. Les gens qui prétendaient faire de l'éducation populaire étaient toujours contraints par des objectifs à court terme. C'est dans ce contexte-là qu'on avait parlé de continuité versus disparition. On disait, dans les groupes populaires qui se sont formés spontanément, qui se sont structurés autour d'un objectif précis, c'était un objectif bien précis mais qui les faisait prendre conscience plus largement qu'un problème précis comme par exemple la consommation dans un comptoir alimentaire. Mais ce n'était pas l'objectif principal, donc ils en venaient tout le temps à discuter du bon fonctionnement de leur comptoir.

A: On peut toujours dire que les comptoirs ou les comités logement sont un mouvement social dans la mesure où c'est pour la défense d'autres intérêts mais bien spécifiques d'une même classe que les syndicats, mais tu retrouves là les mêmes hauts et bas, disparition-renaissance, que dans des groupes de pression purs et simples. Comme le Mouvement laïque, tu peux expliquer ça par rapport aux syndicats assez facilement mais comment on peut expliquer les comptoirs alimentaires, comités logement par exemple par rapport aux syndicats ou même la JOC. Les syndicats eux autres, sont pas morts...

B: ...sont enchaînés au travail, c'est la meilleure garantie de continuité!

D: Comment expliquer que la JOC dure?

A: Tous ces parallèles-là, pourquoi les comités-logement et les comptoirs alimentaires etc. qui sont quand même là pour défendre d'autres intérêts spécifiques de la même classe ont le même sort que des groupes de pression: la JOC par exemple, elle, comme les syndicats, dure, dure. Qu'est-ce qu'on pourrait identifier comme question? Comment expliquer ça? Parce que là c'est pas des groupes de pression par opposition à un mouvement social. La seule différence c'est la structure et l'argent, c'est ça?

F: Peut-être. Moi, je te dirais que la JOC dure comme l'Église dure.